

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

06 FEV 2023

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2022



Le souci de transparence conduit la Direction Générale du Budget à publier trimestriellement le Rapport d'Exécution du Budget au plus tard trente jours après la fin du trimestre. C'est dans cet optique que le présent rapport est élaboré.

Ce rapport retrace et analyse les données sur les finances publiques en général, et fait le point sur l'exécution du budget en particulier.

Il est structuré autour des points suivants :

- Contexte d'élaboration du Collectif Budgétaire 2022 ;
- Exécution du budget à fin décembre 2022 ;
- Perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2022

i) L'environnement économique et les perspectives en 2022

Selon les perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI) du mois de juillet 2022, une reprise timide en 2021 a été suivie d'épisodes de plus en plus sombres en 2022 alors que des risques commençaient à se matérialiser. La production mondiale s'est contractée au deuxième trimestre de cette année, du fait de ralentissements de l'activité en Chine et en Russie tandis qu'aux États-Unis, les dépenses des ménages étaient inférieures aux attentes.

L'activité économique devrait fortement se contracter en Russie en raison des sanctions et des décisions de certains pays européens de réduire leurs importations. Les coûts économiques de la guerre devraient se faire sentir bien au-delà de la région, via les marchés de produits de base, les échanges commerciaux et, dans une moindre mesure les liens financiers.

D'après les prévisions de référence du FMI, la croissance devrait ralentir, passant de 6,1 % l'année dernière à 3,2 % en 2022, soit 0,4 point de pourcentage de moins que prévu dans l'édition d'avril 2022 des Perspectives de l'économie mondiale. Ce rythme de croissance devrait perdurer jusqu'en 2023-2024 dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine qui perturbe fortement l'activité.

L'inflation mondiale a été revue à la hausse du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande. Elle devrait atteindre 6,6 % dans les pays avancés et 9,5 % dans les pays émergents et les pays en développement cette année.

Aux États-Unis, le taux de croissance serait de 3,7% en 2022.

En Europe, l'économie de la région devrait se contracter de 2,8% cette année, puis progresser de 1,5 % en 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait ralentir à 3,8% en 2022, après une hausse de 4,5% en 2021. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est le principal facteur à l'origine de ce ralentissement, dont les effets se traduisent par des augmentations des cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse des prix. Ainsi, l'inflation devrait ressortir à

8,7% en 2022 dans les pays en développement, une situation qui affectera significativement le pouvoir d'achat des ménages, en particulier à faible revenu.

Dans la zone CEMAC, selon la note sur l'évolution de l'indice composite des activités économiques (ICAE) de la CEMAC au quatrième trimestre 2021 et perspectives à court et moyen termes de mars 2022, le taux de croissance réel de l'activité dans la zone CEMAC, en glissement annuel, devrait se hisser autour de 3,2% à fin 2022.

Au plan national, la reprise de l'activité économique se poursuit. Elle reflète l'amélioration de la situation sécuritaire et les efforts soutenus pour la sécurisation du corridor commercial Douala-Bangui qui, ont favorisé la reprise des activités économiques dans plusieurs secteurs au second semestre 2021. Le taux de croissance du PIB serait de 1,5% en 2022 contre 4,0% initialement prévu.

ii) Les facteurs explicatifs de la mise en place du Collectif Budgétaire pour l'exercice 2022

L'exécution budgétaire pour l'exercice 2022, s'effectue dans un contexte particulièrement difficile marqué par une très forte pression budgétaire caractérisée par la prise en charge des dépenses régaliennes d'une part, et de nombreuses sollicitations d'autre part dans une conjoncture peu favorable.

C'est dans ce contexte que les recettes domestiques ont été projetées à hauteur de 138 milliards de FCFA et les appuis budgétaires à 69,2 milliards de FCFA, correspondant à 50% des ressources propres de l'Etat. La mobilisation de ces deux sources de financement devrait permettre de prendre en charge les dépenses primaires qui se chiffrent à 195,9 milliards de FCFA.

Malheureusement, l'exécution budgétaire au cours des deux premiers mois de l'année fait ressortir un faible niveau de recouvrement des recettes domestiques avec un gap de 513 millions de FCFA déjà enregistré. Un environnement international particulièrement volatile avec l'escalade du conflit en Ukraine qui aurait des conséquences économiques dramatiques sur l'économie mondiale. A cela, s'ajoute l'incertitude autour du décaissement attendu des appuis budgétaires, constitue des facteurs importants qui ont pesé négativement sur l'exécution du budget de l'exercice 2022.

En dépit de cette situation, le Gouvernement doit prendre des mesures idoines pour respecter ses engagements pris dans le cadre du programme de référence tant en matière de recettes que de dépenses, afin de lui permettre de renouer à partir du second semestre de l'année avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) qui offre la possibilité de bénéficier de décaissements du Fonds Monétaire International (FMI).

Pour ce faire, les grandes masses du budget initial ont été revues à la baisse en ramenant les prévisions des recettes domestiques dans la limite de **121 milliards de FCFA** contre **138 milliards de FCFA** dans le budget initial ; le décaissement incertain des appuis initiaux ont été supprimés, laissant place au montant utilisé des Droits de Tirages Spéciaux (DTS). Les dépenses primaires doivent être revues à la baisse. C'est dans ce contexte que le Gouvernement a adopté une approche participative en impliquant directement les Chefs de Départements Ministériels dans le cadre des sessions d'immersion budgétaire. Ces sessions poursuivaient les objectifs suivants :

- a) analyser avec les Membres du Gouvernement le réalisme des crédits budgétaires alloués à leurs Départements respectifs ;
- b) toiletter au besoin les crédits respectifs ; et
- c) prendre en compte leurs besoins prioritaires pour le reste de l'année.

Pour toutes ces raisons sus-évoquées, la mise en place d'un Collectif Budgétaire s'avère indispensable.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances Rectificative 2022.

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses du Collectif 2022 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2022
RESSOURCES TOTALES	255 268 936
Ressources propres	121 808 435
Douanes	54 250 000
Impôts	57 132 348
Trésor	10 426 087
Ressources extérieures	133 460 501
Appuis budgétaires	50 465 000
Appuis projets	82 995 501
<i>Dons projets</i>	<i>75 717 501</i>
<i>Emprunts projets</i>	<i>7 278 000</i>
CHARGES	280 919 440
Dépenses primaires	190 623 449
Dépenses du Personnel	82 880 963
Dépenses de Biens et Services	40 266 382
Dépenses de Transferts et Subventions	47 596 888
Investissement sur ressources propres	19 879 216
Charges financières	5 818 690
Financements extérieurs	82 995 501
Autres Dépenses	1 481 800
Solde budgétaire	- 25 650 504

Source : LFR 2022

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

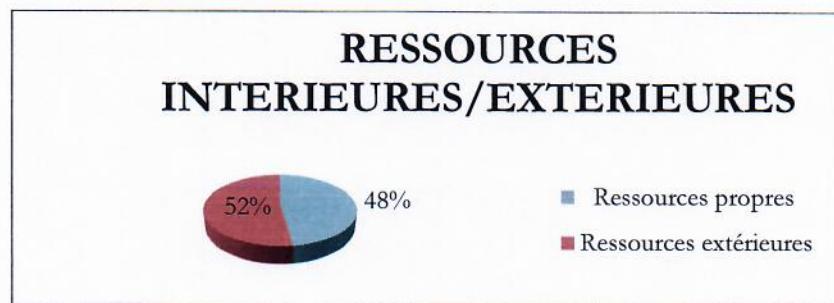
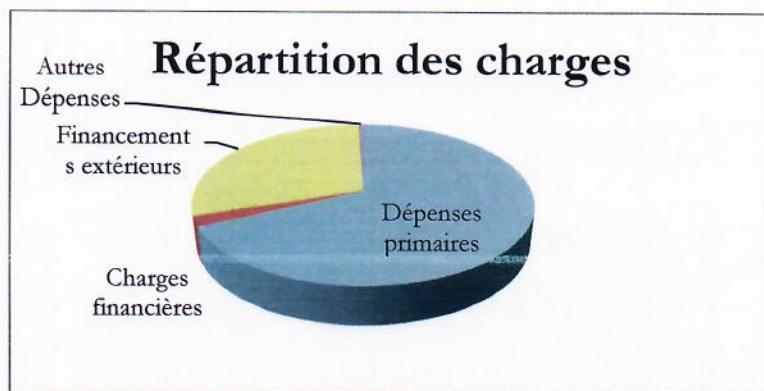


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2022

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2022 a été réalisée dans un contexte marqué par les conséquences de la guerre en Ukraine. Les effets de cette guerre se traduisent par les difficultés d'approvisionnement en produits de grandes consommations et par la pénurie du carburant.

Ainsi, les ressources mobilisées au 31 décembre 2022 s'élèvent à 265,23 milliards de francs CFA pour une prévision de 255,27 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 103,90%. En comparaison à la même période de l'année dernière, une baisse de 05,39% a été constatée.

Le niveau d'exécution des dépenses à fin décembre 2022 a atteint le montant de 233,26 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 280,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 83,03%. Par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse de 3,48% a été observée.

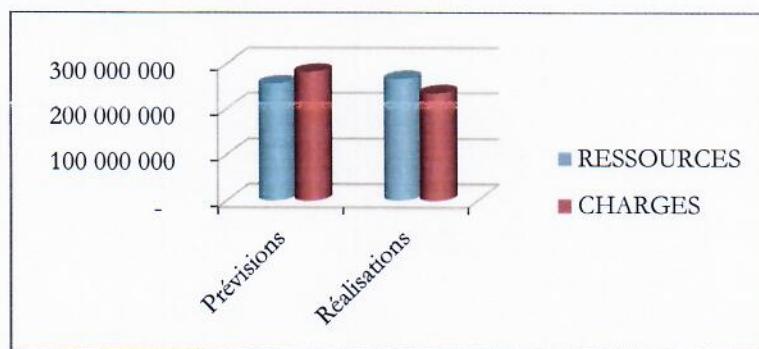
Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges. *PF*

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges au 1^{er} semestre 2022 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 2e semestre 2022	Réalisation fin décembre 2022	Taux de réalisation
RESSOURCES	280 342 339	255 268 936	144 714 330	120 515 131	265 229 461	103,90%
Ressources intérieures	228 077 000	121 808 435	73 815 000	95 993 000	169 808 000	139,41%
Ressources propres	125 910 000	121 808 435	66 654 000	57 122 000	123 776 000	101,62%
Douanes	58 800 000	54 250 000	29 641 000	20 632 000	50 273 000	92,67%
Impôts	48 722 000	57 132 348	28 087 000	21 780 000	49 867 000	87,28%
Trésor	18 388 000	10 426 087	8 926 000	14 710 000	23 636 000	226,70%
Emprunts	102 167 000	-	7 161 000	38 871 000	46 032 000	
<i>Bon du Trésor</i>	48 614 000		7 161 000	38 871 000	46 032 000	
<i>FMI et autres</i>	53 553 000					
Ressources extérieures	52 265 339	133 460 501	70 899 330	24 522 131	95 421 461	71,50%
Appuis budgétaires (TYS FMI)		50 465 000	50 465 000		50 465 000	100,00%
Appuis projets	52 265 339	82 995 501	20 434 330	24 522 131	44 956 461	54,17%
<i>Dons projets</i>	48 890 455	75 717 501	20 434 330	22 381 754	42 816 084	56,55%
<i>Emprunts projets</i>	3 374 884	7 278 000		2 140 377	2 140 377	29,41%
CHARGES	241 660 551	280 919 440	105 975 409	127 283 768	233 259 177	83,03%
Dépenses primaires	188 984 375	190 623 449	85 541 079	86 892 287	186 833 366	98,01%
Personnel	77 563 730	82 880 963	41 869 419	44 783 646	86 653 065	104,55%
Biens et Services	52 514 991	40 266 382	20 788 000	20 189 811	40 977 811	101,77%
Transferts et subventions	40 653 260	47 596 888	19 335 000	26 287 108	45 622 108	95,85%
Investissement sur ressources propres	18 252 394	19 879 216	3 548 660	10 031 722	13 580 382	68,31%
Charges Financières	410 837	5 818 690				-
Financements extérieurs	52 265 339	82 995 501	20 434 330	24 522 131	44 956 461	54,17%
<i>Personnel</i>		7 645 755	1 154 273	2 274 440	3 428 713	44,84%
<i>Biens et Services</i>		302 286	989 709	4 077 713	5 067 422	1676,37%
<i>Investissements</i>		75 047 460	18 290 348	18 169 978	36 460 326	48,58%
Autres Dépenses		1 481 800		1 469 350	1 469 350	99,16%
Solde budgétaire	38 681 788	- 25 650 504	38 738 921	- 6 768 637	31 970 284	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPC)

Figure 3 : Prévision et Réalisation des Ressources



II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts, du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale pour ce qui concerne les appuis projets.

II.1.1) Ressources intérieures

Sur une prévision annuelle de 121,81 milliards de francs CFA, les ressources intérieures au 31 décembre 2022 se chiffrent à hauteur de 169,81 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 139,41% justifié par l'absence de la prévision des emprunts. Ces ressources sont constituées des ressources propres (123,78 milliards de francs CFA) et des emprunts (46,03 milliards de francs CFA).

Cependant, malgré ce taux élevé de mobilisation, une baisse de 25,55% a été constatée en comparaison à l'exercice budgétaire de 2021 de la même période.

a) Ressources propres

A fin décembre 2022, les différentes régies ont mobilisé la somme de 123,78 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 121,81 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 101,62% ; ce qui est légèrement supérieur à la cible souhaitée. Toutefois, une légère baisse de 1,69% a été observée en comparaison à l'exercice 2021 de la même période.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées à fin décembre 2022.

Tableau n°3 : Etat de recouvrement des recettes propres au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 2e semestre 2022	Réalisation à fin décembre 2022	Taux de réalisation
Douanes	58 800 000	54 250 000	29 641 000	20 632 000	50 273 000	92,67%
Impôts	48 722 000	57 132 348	28 087 000	21 780 000	49 867 000	87,28%
Trésor	18 388 000	10 426 087	8 926 000	14 710 000	23 636 000	226,70%
TOTAL	125 910 000	121 808 435	66 654 000	57 122 000	123 776 000	101,62%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI à fin décembre 2022 se chiffrent à hauteur de 50,27 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 54,25 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 92,67%, inférieur à la cible de la prévision annuelle. En comparaison à la même période de l'exercice 2021, une baisse de 14,50% a été constatée.

Cette contre-performance de la DGDDI s'explique en partie par :

- Le volume très élevé des exonérations qui s'élève à hauteur 98,76 milliards de francs CFA, ce qui constitue un manque à gagner énorme pour l'Etat ;

JF

- La baisse du niveau des importations due aux préjudices subies par les opérateurs économiques du fait des tracasseries routières ainsi que les conséquences de la guerre en Ukraine ;
- La baisse drastique de la fiscalité pétrolière en liaison à la hausse du prix du baril sur le marché mondial.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique.

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin décembre 2021	Prévision Collectif 2022	Total réalisation au 1er semestre 2022	Total réalisation au 2e semestre 2022	Total réalisation à fin décembre 2022	Taux de réalisati on
Recettes fiscales	53 441 160	50 995 225	27 879 970	19 394 166	47 274 136	92,70%
Droits de sorties	418 792	566 871	321 567	215 589	537 156	94,76%
Amendes et pénalités	459 160	176 645	90 837	67 180	158 017	89,45%
Recettes affectées	3 450 834	1 985 863	893 155	755 250	1 648 405	83,01%
Autres Recettes	1 030 054	525 396	455 471	199 815	655 286	124,72%
TOTAL	58 800 000	54 250 000	29 641 000	20 632 000	50 273 000	92,67%

Source : DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Sur une prévision annuelle de 57,13 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré au 31 décembre 2022 un montant total de 49,87 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 87,28%, ce qui est inférieur à la cible attendue. Comparativement à la même période en 2021, la mobilisation des recettes de la DGID a connu une hausse de 2,35% en dépit de cette contreperformance sur la période sous revue.

Le tableau ci-dessous présente les réalisations de la DGID jusqu'au 31 décembre 2022.

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin décembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 2e semestre 2022	Réalisation à fin décembre 2022	Taux
Recettes fiscales	43 559 235	50 225 047	24 597 922	19 146 798	43 744 720	87,10%
Recettes non fiscales	4 122 099	5 244 750	2 516 097	1 999 404	4 515 501	86,10%
Recettes sur exercices antérieurs	3 994	611 316	239 630	233 046	472 676	77,32%
Produits divers et exceptionnels	1 036 672	1 051 235	733 351	400 752	1 134 103	107,88%
TOTAL	48 722 000	57 132 348	28 087 000	21 780 000	49 867 000	87,28%

Source : DGID et PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

A fin décembre 2022, la DGTCP a mobilisé au total 23,64 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 10,43 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de plus de 220%. Ce taux élevé s'explique par la comptabilisation des retenues sur salaires dans les performances de la DGTCP, et aux autres recettes liées aux banques commerciales (dépôt de correspondants de la BPMC et le reste de la prise de participation de la BGFI-BANK).

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin décembre 2022.

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 2e semestre 2022	Réalisation à fin décembre 2022	Taux
Recettes non fiscales	7 298 261	3 731 968	6 150 263	9 882 231	135,41%
Produits exceptionnels	3 127 826	5 194 032	3 774 737	8 968 769	286,74%
Taxes et Redevances				-	-
Produits financiers			4 785 000	4 785 000	
TOTAL	10 426 087	8 926 000	14 710 000	23 636 000	226,70%

Source : DGTCP

b) Les emprunts

Au 31 décembre 2022, le montant des emprunts constitué uniquement du bon du Trésor s'élève à hauteur de 46,03 milliards de francs CFA.

II.1.2) Ressources Extérieures

Les ressources extérieures sont constituées des Appuis budgétaires et des Appuis projets. Au 31 décembre 2022, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à 95,42 milliards de francs CFA. Ces ressources sont constituées des Appuis butgétaires (DTS-FMI : 50,46 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (44,96 milliards de francs CFA).

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées au 31 décembre 2022 est faite à partir des données extraites du nouvel applicatif Sim_ba et celles fournies par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

Au 31 décembre 2022, l'exécution des dépenses par titre de l'Etat affiche un niveau de réalisation de 218,86 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 280,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 77,91%. En comparaison à la réalisation de l'année dernière de la même période, une baisse de 09,44% a été enregistrée.



La synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 31 décembre est décrite dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation à fin décembre 2021	Prévision Collectif 2022	Réalisation au 1er semestre 2022	Réalisation au 2e semestre 2022	Réalisation fin décembre 2022	Taux de réalisation
CHARGES	241 660 551	280 919 440	105 975 409	127 283 768	233 259 177	83,03%
Dépenses primaires	188 984 375	190 623 449	85 541 079	86 892 287	186 833 366	98,01%
Personnel	77 563 730	82 880 963	41 869 419	44 783 646	86 653 065	104,55%
Biens et Services	52 514 991	40 266 382	20 788 000	20 189 811	40 977 811	101,77%
Transferts et subventions	40 653 260	47 596 888	19 335 000	26 287 108	45 622 108	95,85%
Investissement sur ressources propres	18 252 394	19 879 216	3 548 660	10 031 722	13 580 382	68,31%
Charges Financières	410 837	5 818 690				-
Financements extérieurs	52 265 339	82 995 501	20 434 330	24 522 131	44 956 461	54,17%
<i>Personnel</i>		7 645 755	1 154 273	2 274 440	3 428 713	44,84%
<i>Biens et Services</i>		302 286	989 709	4 077 713	5 067 422	1676,37%
<i>Investissements</i>		75 047 460	18 290 348	18 169 978	36 460 326	48,58%
Autres Dépenses		1 481 800		1 469 350	1 469 350	99,16%

Source : DGB (Sim_ba)

a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux transferts et subventions et aux investissements sur ressources propres.

A fin décembre 2022, elles s'élèvent à 186,83 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 190,62 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 98,01%.

i) Dépenses du personnel

Les dépenses du personnel à fin décembre 2022 s'élèvent à hauteur de 86,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 104,55%, supérieur à la prévision annuelle 82,88 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par le recrutement des forces de défense et de sécurité en liaison à la mise en œuvre de la loi de programmation militaire.

ii) Dépenses des biens et services

Au 31 décembre 2022, les dépenses des biens et services ont été exécutées pour un montant de 40,98 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 40,27 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 101,77%. Cette situation s'explique par la prise en compte des restes à payer de l'exercice 2021 qui a été exécuté au cours de la période complémentaire.

En comparaison à l'année 2021 de la même période, le montant des dépenses des biens et services a enregistré une baisse de 21,97% en liaison aux efforts de la maîtrise des dépenses.

iii) Dépenses de transferts et subventions

A fin décembre 2022, le montant des dépenses de transferts et subventions s'élève à 45,62 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 47,60 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 95,85%. Comparativement à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 12,22% est observée.

iv) Dépenses d'investissement sur Ressources Propres

L'exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffre à 13,58 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 19,88 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 68,31%. Ce faible niveau d'exécution s'explique par les difficultés financières qui n'ont pas permis de prendre en charge une bonne partie des dépenses d'investissement sur ressources propres.

Par rapport à la même période de l'année dernière, une baisse de 25,60% a été observée.

b) Dépenses relatives à la charge financière

Le montant prévisionnel des dépenses relatives à la charge financière au titre de l'année 2022 se chiffre à hauteur de 5,82 milliards de francs CFA.

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au 31 décembre 2022, aucune opération de régularisation n'a été effectuée due à l'absence des informations.

c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 82,99 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses sur ressources extérieures se chiffrent à hauteur de 44,96 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 54,17%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière, une baisse de 13,98% a été observée.

d) Autres dépenses

Les Autres dépenses sont constituées des dépenses relatives aux actions gouvernementales, aux fonds spéciaux et aux charges exceptionnelles accordées à certains départements ministériels et institutions de la République.

A fin décembre 2022, les Autres dépenses ont atteint le montant de 1,47 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,48 milliard de francs CFA, soit un taux d'exécution de 99,16%.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont les frais liés aux évacuations sanitaires, aux missions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ainsi que les frais des manifestations. Au 31 décembre 2022, le montant de ces dépenses s'élève à hauteur de 6,16 milliards de francs CFA, correspondant à 6,1% des dépenses totales hors salaires et investissement sur ressources extérieures.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées en Ordre de Paiement.

Tableau n°8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

Nature des dépenses	Exécution OP à fin décembre 2021	Prévision Collectif 2022	Exécution OP au 1er semestre 2022	Exécution OP au 2e semestre 2022	Exécution OP à fin décembre 2022
Charges Financières		5 818 690			-
Biens et services	5 571 748	40 266 382	1 908 983	3 286 535	5 195 518
Intervention		47 596 888	203 671	761 661	965 332
Investissement sur BEC	1 803 982	19 879 216			-
Autres Dépenses		1 481 800			-
Total	7 375 730	115 042 976	2 112 654	4 048 196	6 160 850

Source : DGB (Sim_ba)

II.2.3) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La Classification Fonctionnelle a pour objet de classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est-à-dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes Administrations remplissent.

Au cours de l'année 2022, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution diverse et variée. Aucune des dépenses par Classification Fonctionnelle n'a atteint le seuil de 70%. Toutefois, les dépenses base engagement liées à la **Protection de l'Environnement** et la **Santé**, ont dépassé chacune un taux d'exécution de 60%.

Le tableau suivant met en exergue l'exécution des dépenses par classification fonctionnelle :

Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA) :

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision Collectif 2022	Engagé	Taux d'exécution.
01	Services généraux des administrations publiques	187 413 060	70 629 363	37,69%
02	Défense	16 120 437	4 557 657	28,27%
03	Ordre et sécurité publics	8 857 055	3 490 913	39,41%
04	Affaires économiques	32 455 906	1 337 533	4,12%
05	Protection de l'environnement	109 247	70 864	64,87%
06	Logements et équipements collectifs	8 359 425	1 074 841	12,86%
07	Santé	3 868 132	2 647 747	68,45%
08	Loisirs, culture et culte	2 133 588	807 611	37,85%
09	Enseignement	19 627 369	7 363 281	37,52%
10	Protection sociale	1 975 221	125 827	6,37%
Total général		280 919 440	92 105 637	32,79%

Source : DGB

II.2.4) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion de la Femme, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 78,85 milliards de francs CFA et leur exécution pour l'année 2022 se chiffre à 29,26 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,11%.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Fonctionnement

Pour une prévision globale de 12,68 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de fonctionnement du secteur social se chiffre à 11,29 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 89,02%.

b) Intervention

Sur une prévision annuelle de 10 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 7,38 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 73,76%.

c) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement au 31 décembre 2022 s'élève à 10,58 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 56,16 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 18,85%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°10 : Récapitulatif des dépenses sociales hors salaires (en milliers de francs CFA) au 31 décembre 2022 :

	Dotation Collectif 2022	Réalisations au 1er semestre 2022	Réalisations au 2e semestre 2022	Réalisations à fin décembre 2022	Taux d'exécution
Education	14 276 142	2 096 083	6 335 653	8 431 736	59,06%
Titre III: Biens et Services	3 925 265	521 177	3 036 187	3 557 364	90,63%
Titre IV: Transferts	2 686 250	217 494	1 745 035	1 962 529	73,06%
Titre V: Investissements	7 664 627	1 357 412	1 554 431	2 911 843	37,99%
<i>Sur ressources propres</i>	1 814 627	139 347	1 554 431	1 693 778	
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 850 000	1 218 065		1 218 065	
Santé	22 085 682	5 261 090	7 687 202	12 948 292	58,63%
Titre III: Biens et Services	7 651 507	2 397 273	4 469 489	6 866 762	89,74%
Titre IV: Transferts	3 824 000		2 797 763	2 797 763	73,16%
Titre V: Investissements	10 610 175	2 863 817	419 950	3 283 767	30,95%
<i>Sur ressources propres</i>	427 675		419 950	419 950	
<i>Sur ressources extérieures</i>	10 182 500	2 863 817		2 863 817	
Action Humanitaire	1 917 488	128 648	115 885	244 533	12,75%

Titre III: Biens et Services	119 444	34 092	63 707	97 799	81,88%
Titre IV: Transferts	781 694	92 057	35 833	127 890	16,36%
Titre V: Investissements	1 016 350	2 499	16 345	18 844	1,85%
<i>Sur ressources propres</i>	16 350	2 499	16 345	18 844	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000			-	
Promotion du Genre	671 884	33 716	488 978	522 694	77,80%
Titre III: Biens et Services	129 194	27 624	64 141	91 765	71,03%
Titre IV: Transferts	343 690	2 500	299 999	302 499	88,02%
Titre V: Investissements	199 000	3 592	124 838	128 430	64,54%
<i>Sur ressources propres</i>	99 000		124 838	124 838	
<i>Sur ressources extérieures</i>	100 000	3 592		3 592	
Développement Rural	22 224 975	1 995 554	1 353 305	3 348 859	15,07%
Titre III: Biens et Services	254 586	2 801	219 507	222 308	87,32%
Titre IV: Transferts	1 931 190	940 125	879 065	1 819 190	94,20%
Titre V: Investissements	20 039 199	1 052 628	254 733	1 307 361	6,52%
<i>Sur ressources propres</i>	389 199	22 892	254 733	277 625	
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 650 000	1 029 736		1 029 736	
Elevage et Santé Animale	343 347	113 491	154 546	268 037	78,07%
Titre III: Biens et Services	137 468	50 992	27 413	78 405	57,04%
Titre IV: Transferts	168 379	60 000	92 145	152 145	90,36%
Titre V: Investissements	37 500	2 499	34 988	37 487	99,97%
<i>Sur ressources propres</i>	37 500	2 499	34 988	37 487	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Energie	17 123 252	1 852 419	1 459 520	3 311 939	19,34%
Titre III: Biens et Services	434 550	131 683	224 118	355 801	81,88%
Titre IV: Transferts	113 702	30 229	45 223	75 452	66,36%
Titre V: Investissements	16 575 000	1 690 507	1 190 179	2 880 686	17,38%
<i>Sur ressources propres</i>	2 947 000	148 264	1 190 179	1 338 443	
<i>Sur ressources extérieures</i>	13 628 000	1 542 243		1 542 243	
PME-PMI	206 455	86 935	94 649	181 584	87,95%
Titre III: Biens et Services	32 831	11 937	10 278	22 215	67,66%
Titre IV: Transferts	156 000	71 250	71 250	142 500	91,35%
Titre V: Investissements	17 624	3 748	13 121	16 869	95,72%
<i>Sur ressources propres</i>	17 624	3 748	13 121	16 869	
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Total Biens et Services	12 684 845	3 177 579	8 114 840	11 292 419	89,02%
Total Transferts	10 004 905	1 413 655	5 966 313	7 379 968	73,76%
Total Investissements	56 159 475	6 976 702	3 608 585	10 585 287	18,85%
<i>Sur ressources propres</i>	5 748 975	319 249	3 608 585	3 927 834	68,32%
<i>Sur ressources extérieures</i>	50 410 500	6 657 453	-	6 657 453	13,21%
TOTAL GENERAL	78 849 225	11 567 936	17 689 738	29 257 674	37,11%

Sources : DGB, DGPE (MEPC)

II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et frais de transport) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et frais d'hospitalisation).

Au 31 décembre 2022, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 3,23 milliards francs CFA pour une prévision annuelle de 3,46 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 93,23%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 0,72 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,05 milliard de francs CFA, représentant un taux d'exécution de près de 69%.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente comme dans le tableau ci-après.

Tableau n°11 : Exécution des dépenses spécifiques au 31 décembre 2022 (en milliers de francs CFA).

Natures des dépenses	Prévision Collectif 2022	1er semestre 2022	2e semestre 2022	Exécution à fin décembre 2022	Taux d'exécution
Mission à l'étranger	3 461 466	1 447 390	1 779 843	3 227 233	93,23%
<i>Indemnités</i>	1 900 000	867 748	842 295	1 710 043	90,00%
<i>Frais de transport</i>	1 561 466	579 642	937 548	1 517 190	97,16%
Evacuation sanitaire	1 050 000	282 135	442 246	724 381	68,99%
<i>Frais de transport</i>	200 000	96 113	90 200	186 313	93,16%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	850 000	186 022	352 046	538 068	63,30%

Source : DGB (Sim_ba)

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget en 2022 a été perturbée par les effets pervers de la crise Russo-Ukrainienne avec des conséquences sur l'activité économique. En outre, la RCA n'ayant pas bénéficié des appuis budgétaires pour financer le gap du budget conjugué à la perte de recettes a été obligée de revoir les prévisions de la Loi de Finances initiale à travers un collectif budgétaire au mois de septembre 2022. Ceci, en vue de tenir compte de la baisse des recettes notamment de la fiscalité pétrolière tout en réduisant les dépenses jugées non prioritaires. Cette situation qui risque de perdurer doit amener le Gouvernement à prendre des mesures rigoureuses pour mobiliser plus de recettes domestiques, et poursuivre le contingentement de certaines dépenses en 2023. Si le Gouvernement n'arrive pas à renouer avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit du FMI, on assisterait à une tension de trésorerie accrue en 2023.



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget